

Exercice « attentat intrusion » : Un leurre de la culture de la peur !

La rentrée s'effectue dans un climat de surenchère sécuritaire où il faudrait voir l'ennemi à la porte des établissements scolaires et maintenant à l'intérieur depuis que le ministère de l'Éducation nationale a cosigné avec le ministère de l'Intérieur le 29 juillet 2016 une circulaire qui détaille les mesures auxquelles il faudrait se conformer.

Fermer les portails, hausser les grillages, procéder à un contrôle visuel des sacs et s'entraîner à accueillir un dangereux intrus permettrait de prétendre que les établissements scolaires, comme nouvelles cibles désignées, seraient prêts pour le désastre. L'empathie que nous avons pour les victimes et l'opposition résolue que nous avons face au développement des replis identitaires et des extrémismes religieux ne nous empêchent pas de questionner légitimement le sens de ces mesures.

Parmi elles, la demande, dans le cadre des Plans Particuliers de Mise en Sécurité, de réaliser des exercices « attentat-intrusion ». La préfecture a coordonné l'exercice sur le plan départemental et donnera le signal de départ d'ici au 19 octobre 2016. Si l'entraînement est bénéfique en situation de danger comme c'est le cas avec les risques incendie, météorologique ou industriel, l'exercice intrusion est lui parcellaire, anxiogène, délétère et dangereux. Parcellaire lorsque la seule modalité retenue pour le réaliser est le confinement, qui exclut la fuite comme l'une des deux solutions à envisager. Anxiogène est la confrontation continue et imminente à la mort et à la crainte de l'autre. Délétère est le silence à observer pendant l'exercice, propice à construire l'idée qu'en se taisant bien, c'est l'autre qui mourrait en premier. Dangereuse est l'idée de penser que nous serions prêts pour une hypothétique catastrophe grâce au scénario de cet exercice où il faudrait, faute d'alarme, exposer sa vie en se déplaçant pour prévenir les autres et où il suffirait d'attendre calmement alors qu'en réalité les coups de feu et les cris plongeront tout le monde dans la panique, comme ce fut le cas vendredi dernier en Guyane où l'administration dans un établissement a poussé la simulation jusqu'au délire sinistre en employant des personnels cagoulés tirant des coups à blanc.

Faut-il interioriser ce « risque » dans nos pratiques professionnelles et les relations avec les élèves ? Que répondre aux élèves qui nous demandent, à cinq ans : « Quand est-ce qu'on s'entraîne pour quand le monsieur viendra nous tuer » ?

Sans collectif constitué, il est difficile de désobéir à ces consignes. Cependant, nous affirmons continuer à refuser ces logiques sécuritaires vaines qui servent aussi à faire taire toute revendication sociale, comme l'attitude du gouvernement et du patronat lors de la mobilisation contre la « loi travail » l'a amplement montré. Nous ne sommes pas les vigiles antiterroristes d'une école bunkerisée. Face à cela nous voulons affirmer notre attachement à l'École publique et laïque. Nous voulons faire de l'école un lieu d'émancipation et d'égalité à l'opposé du repli identitaire que ne peuvent que contribuer à engendrer l'état d'urgence permanent et l'utilisation quotidienne de la peur.